

Paris, le 16 mai 2018

**Après le drame de Strasbourg, l'Ordre des médecins, Samu - Urgences de France et l'AMUF rappellent que les problématiques qui s'expriment dans la gestion des appels d'urgence ne peuvent être dissociées des difficultés structurelles auxquelles est confronté notre système de santé**

**Après les révélations sur les graves dysfonctionnements dans la prise en charge de Naomi Musenga en décembre 2017, le Président de l'Ordre des médecins, Patrick Bouet, a rencontré le Président de Samu - Urgences de France, François Braun, et le Président de l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF), Patrick Pelloux, ce mardi 15 mai au siège du Conseil national.**

Au cours des échanges, Patrick Bouet, François Braun et Patrick Pelloux ont réaffirmé la nécessité absolue de procéder à une analyse complète des circonstances du suivi de l'appel de Naomi Musenga. Toute la lumière devra être faite sur les causes du non-respect des processus décisionnels, qui ont conduit à cet événement tragique.

En parallèle, les Présidents des trois structures ont décidé de travailler ensemble pour répondre rapidement aux interrogations éthiques et déontologiques qui se posent en matière de gestion des appels d'urgence. L'ensemble des professionnels de santé y seront associés afin d'apporter une réponse globale et concertée, à la hauteur de l'engagement et du professionnalisme des acteurs de la médecine d'urgence, qui exercent dans des conditions difficiles au quotidien.

Au-delà de cette réflexion technique, Patrick Bouet, François Braun et Patrick Pelloux ont tenu à rappeler que les problématiques qui s'expriment dans la gestion des appels d'urgence ne peuvent être dissociées des difficultés structurelles auxquelles est confronté notre système de santé.

A ce titre, le CNOM, Samu - Urgences de France et l'AMUF appellent à des décisions politiques courageuses, afin de redonner au système de santé la capacité de répondre aux besoins de tous les Français, à tout moment et sur l'ensemble du territoire. Le Président de l'Ordre, Patrick Bouet, demande audience à la Ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn, pour échanger sur ce sujet et construire des solutions.